

Nazi de l'ombre, « il tirait toutes les ficelles »

Dignitaire SS et juriste de talent, Werner Best (1903-1989) joua un rôle considérable dans l'élaboration de l'appareil policier nazi et l'organisation du système concentrationnaire, entre autres responsabilités. Maurice Voutey retrace le parcours de ce « criminel de bureau » qui sut toujours tirer son épingle du jeu.

L'historien allemand Ulrich Herbert a consacré une étude au nazi - et dignitaire de la SS - Werner Best⁽¹⁾. Un homme venu assez tardivement au NSDAP, le parti nazi (en 1930, alors âgé de 27 ans), après avoir longtemps navigué dans les eaux d'un des versants de l'extrême droite, le versant « aristocratique ».

Quel fut le cadre de formation de la pensée de ce jeune bourgeois, étudiant en droit, né en 1903, qui n'a donc pas participé à la Première Guerre mondiale, mais qui a subi avec rage une défaite attribuée à la prétendue trahison des « criminels de novembre » ? Ce fut l'occupation de la rive gauche du Rhin puis de la Rhénanie par l'armée française et la lutte contre cette présence étrangère oppressive ; ainsi que les méandres de l'idéologie (ou plutôt des idéologies) « *völkisch* ».

L'occupation française : dans la Hesse rhénane, le jeune W. Best la vit en direct ! Une occupation qui lui donne l'occasion de participer à la lutte contre la présence de l'ennemi et, par ailleurs, de s'affirmer, bien jeune, comme militant dans un des versants d'extrême droite du monde politique.

Le versant « *völkisch* », donc (voir encadré ci-contre).

Intégration dans la SS

Lors de ses premiers pas au sein du NSDAP en 1930 donc, Best bénéficia d'abord des soutiens de la SA. Mais, à partir de 1931, il entra dans la SS (dont les visées élitistes étaient proches des mouvements « *völkisch* »), et rapidement, il atteignit les sommets de la hiérarchie : il y deviendra général de brigade (en dehors de ce que deviendra la Waffen SS, les strates de la hiérarchie de l'organisation SS dans son ensemble sont marquées par l'attribution de « grades » calqués sur ceux de l'armée, mais d'intitulés particuliers). Pas de clerc de Best qui rédige un plan de prise de pouvoir en Hesse-Darmstadt peu en adéquation avec les nouvelles orientations du parti... Sanction administrative : perte de son emploi de juge ; mais promotion politique : il est élu au Parlement du Land.

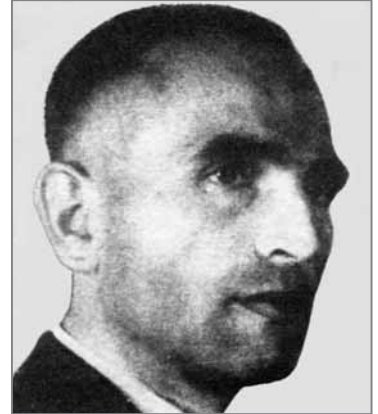
L'accession de Hitler au pouvoir (30 janvier 1933) va conduire, difficilement, les nazis de Hesse à contrôler le Land : Best, à 29 ans, devient premier commissaire du Land pour les affaires de police. Quelques semaines d'activités débordantes : ouverture d'un des tout premiers camps de concentration, celui de Osthofen ; complicité, sinon responsabilité pleine et entière, dans l'assassinat d'un dirigeant SA qui lui faisait de l'ombre. Une complicité qui lui coûtera sa place de premier commissaire dans la police d'un Land encore non pleinement nazifié.

Protégé de Himmler...

Mais sa carrière va connaître un rebondissement : Himmler, haut responsable policier dans le Land de Bavière et par ailleurs chef de la SS, fait appel à ses services. Best quitte la Hesse pour Munich !

Dans le Reich en cours de nazification, une bataille pour le contrôle des polices

est engagée entre quatre « centres de pouvoir ». Chacun entend soit conserver dans sa mouvance les polices politiques encore décentralisées, soit prendre la tête d'une police politique unifiée à l'échelle du Reich : les membres de la SA (la SA qui, un temps, a statut de police auxiliaire) ; les *Gauleiter*, chefs régionaux du parti et souvent simultanément, représentants de l'État dans le Land, opposés à l'unification des polices qui les priverait d'une partie de leurs prérogatives et de leurs prébendes ; Göring (et le gouvernement prussien qu'il dirige) qui veut élargir à l'ensemble du Reich les pouvoirs de sa propre police politique, la Gestapo du Land de Prusse ; le ministère de l'Intérieur du Reich (ministre de l'Intérieur : le nazi Frick) qui entend lui aussi unifier les polices politiques, mais en les plaçant sous son autorité. Et, bien sûr, l'organisation SS qui, par les fonctions policières



WERNER BEST.

de *Reichsführer* Himmler, contrôle déjà la police politique de Bavière, mais ne souhaite pas en rester là !

L'idéologie « *völkisch* »

Ulrich Herbert nous livre dans son ouvrage une longue et utile étude des multiples ligues et cercles « *völkisch* ». Traduction rapide du terme : populaire (que l'on retrouve dans une marque automobile - Volkswagen - vouée, à l'origine, à populariser l'automobile dans l'Allemagne nazie) ? Ou populiste ? Ni l'une ni l'autre. Le peuple (*Volk*), tel que le conçoivent les mouvements « *völkisch* », est une prétendue réalité raciale ancrée dans l'histoire et fondée sur « une communauté de sang et de culture ». « C'est le peuple [ainsi défini] qui constitue la réalité de la vie humaine »... Le « peuple », ni l'individu ni la classe sociale ; une entité transcendante... Cette idéologie entend agir en s'opposant à ce qui est étranger au « peuple », c'est-à-dire étranger au prétendu génie de la race, s'opposer aux ennemis, et, au sein du « peuple », aux déviants politiques, aux faibles, aux mal intégrés, les éléments « *dégénéralifs* » : bien sûr aux juifs qui se sont fixés sur le territoire allemand et d'autant plus dangereux qu'ils paraissent plus ou moins assimilés et, plus largement, aux non-Germains, ceux qui vivent sur le territoire du Reich et ceux qui vivent en dehors. Dans cette mouvance « *völkisch* », portée par nombre de ligues plus ou moins remuantes et éphémères, deux courants principaux :

Celui qu'illustre Edgar Jung (qui, ensuite, prit place parmi les proches de von Papen et, à ce titre, fut assassiné, au cours de la Nuit des Longs Couteaux, en même temps que les leaders de la SA) : désir d'interdire le brassage du « *sang allemand* » avec « un sang d'essence

étrangère », donc de qualité inférieure ; nécessité d'éliminer de l'espace allemand ceux qui ne sont pas porteurs de ce bon sang, les inaptes, les juifs...

Et le courant qu'illustre Ernst Jünger - et plus largement les membres du *Stahlhelm* (Casque d'Acier), l'association d'anciens combattants d'extrême droite -, exaltant ce qui fut la « *camaraderie du front* » et justifiant « la lutte des classes menées par les maîtres contre la populace insurgée » et pour qui les autres races ne sont pas inférieures, mais ennemies.

La variante « radical-*völkisch* » de Werner Best

A ces théories, Best apportera sa touche personnelle, en 1939-1940, en définissant une variante « *radical-völkisch* » adaptée à l'administration de nouveaux territoires (Autriche, Bohême-Moravie, Danemark, Norvège, partie de la Pologne, Pays-Bas, Luxembourg, Belgique et France occupée). L'espace d'influence allemand (*Grossraum*) est dominé par un « peuple-leader » qui, pour autant, ne doit pas devenir un « peuple-seigneur » qui serait dispensé de travailler et dominerait un troupeau d'esclaves comparables aux hilotes du monde hellénique. Dans les pays dominés et non annexés par le peuple-leader, seront mises en place diverses variantes d'administration. Une « *administration d'alliance* » laissant une large autonomie aux pouvoirs en place (le Danemark occupé en sera le modèle). Une « *administration de surveillance* » exercée par

le peuple-leader ne laissant aux autorités locales qu'une certaine autonomie (future France occupée, Belgique...). Une « *administration de gouvernement* » cantonnant les autorités locales aux tâches d'exécution (Bohême-Moravie). Une « *administration de type colonial* », c'est-à-dire une domination pure et simple (telle qu'elle sera établie dans le Gouvernement général de Pologne, en URSS occupée, dans les Balkans...). Quant aux populations indésirables, surtout les juifs, ils devront être résolument éradiqués de l'espace soumis au peuple-leader.

Avec ce monde « *völkisch* » tel qu'il se définissait dans les années 20, avant donc les élucubrations de Best, on est bien loin de certaines pratiques initiales populistes du NSDAP, en particulier de celles qui persistèrent au sein de la pléthorique SA, organisation de masse passablement débraillée, braillarde et de recrutement souvent prolétarien. Mais Hitler, depuis l'échec du putsch de Munich (novembre 1923), répudiant les tentations de coup d'État majoritaires au sein de la SA, entend entrer, en apparence, dans le jeu politique normal : il recherche le soutien des masses et veut établir, à la suite d'élections, une dictature avec ce soutien ; vaincre la démocratie par une voie d'apparence démocratique. Perspective dans laquelle la SA constitue, contradictoirement, un atout et une gêne : un atout en fournissant un appui considérable semant la terreur ; une gêne en inquiétant les potentiels alliés « *völkisch* » et réactionnaires... M.V.

●●● Il a à sa disposition le service de sécurité de la SS, le *Sicherheitsdienst* (SD) à la tête duquel se trouve Heydrich... Le SD au sein duquel Best, excellent administrateur, va jouer un rôle déterminant et qu'il va truffer d'éléments influencés par les idéologies « *völkisch* »!

Best joua un rôle déterminant dans la Nuit des Longs Couteaux qui vit l'assassinat (par les SS, la Gestapo de Prusse et les polices politiques de certains Länder et l'appui de l'armée) des responsables de la SA et de quelques « réactionnaires » parfois « *völkisch* » non encore ralliés, dont Edgar Jung. Un rôle si déterminant qu'après la guerre et après sa libération des prisons danoises, Best n'échappa que difficilement aux poursuites que la justice bavaroise entendait mettre en œuvre contre les assassins aux « longs couteaux ».

Au sein du Gestapa (le Gestapa est l'organisme administratif de la Gestapo), Best va jouer un rôle majeur dans l'organisation du système concentrationnaire. Comme il va jouer un rôle majeur dans l'administration et dans la refonte des polices. Surtout, il va œuvrer au statut de la police dans l'architecture du pouvoir qui se met en place : avec l'armée, la police est une des deux institutions qui doivent échapper aux normes administratives établies et jouir d'une totale indépendance. La Wehrmacht doit lutter contre les ennemis extérieurs alors que la police a en charge le combat contre les ennemis de l'intérieur : des activités militaires et policières que rien ne doit entraver. À ce titre, la police comme l'armée ne peuvent être soumises au fonctionnement banal des organes de « *l'État de norme* » ! Wehrmacht et police constituent les deux piliers de « *l'État discrétionnaire* »...

Best, juriste de formation, va conduire, pendant une bonne partie des années 30, le combat qui va soustraire la police de sécurité (Sipo, constituée par la Kripo - police criminelle et la Gestapo - police politique peu à peu unifiée) et le système concentrationnaire à l'autorité des ministères de l'Intérieur et de la Justice du Reich. Simultanément, il va devoir s'entendre avec son ami, l'amiral Canaris, pour délimiter les champs d'action de l'*Abwehr* (renseignement et contre-espionnage) de la Wehrmacht et de l'*Abwehr* de la SS (SD)... Et mettre sur pied l'organigramme complexe du RSHA (*Reichssicherheitshauptamt*, Office central de la sécurité du Reich) qui réunira les polices de la Sipo (Kripo et Gestapo) et le SD de la SS et réglera la collaboration entre policiers déjà en service intégrés au sein de la Gestapo (« *de vieux commissaires de police bedonnants* ») et jeunes loups du SD de la SS ou issus du recrutement de nouveaux agents de la Gestapo!

Best, administrateur de qualité, second du RSHA derrière Heydrich, a été un des artisans principaux de l'élaboration du système policier complexe qui, à partir de 1939, va jouer un rôle déterminant.

Best, avait conçu, pour l'Autriche qui venait d'être annexée (1938), et ensuite pour le « protectorat » de Bohême-Moravie une ébauche de ce qui allait devenir les *Einsatzgruppen*, c'est-à-dire les groupes d'intervention qui auront, à partir de l'occupation d'une partie de la Pologne, en charge la phase

« sauvage » - sauvage au sens d'organisé - du génocide des juifs et, plus généralement d'abord, l'assassinat des suspects d'opposition. *Einsatzgruppen* constitués de membres de l'Orpo (police d'ordre, en uniforme), de la Sipo (Kripo et Gestapo) et du SD de la SS...

Brouille avec Heydrich

Mais, bien que Best demeurât en fonction au RSHA, jusqu'en 1940, la zizanie s'établit entre lui-même et l'équipe policière dirigeante : le responsable au premier chef, le SS Heydrich (RSHA), dont il avait été le second, Schellenberg (SD) et Müller (Gestapo). Best entendait sauvegarder, du moins en apparence, le respect des normes juridiques adaptées à l'idéologie nazie, alors que Heydrich et ses alliés voulaient donner priorité à l'efficacité brutale.

Il va être évincé des responsabilités qu'il assumait au RSHA (dont il était le second personnage, derrière Heydrich) et se voir donc cantonné à l'organisation et la planification de ce qui sera, quelques mois plus tard, l'assassinat de masse des juifs, d'abord en Pologne, puis en URSS. Best théoricien et organisateur d'un appareil policier efficace qui va semer la terreur.

En 1940, Best, brouillé avec Heydrich (tout en restant en très bon terme avec Himmler), privé de ses responsabilités policières, quitte le RSHA. Une brouille qui, par la suite, lorsqu'il faudra, après la défaite, rendre des comptes, lui sera bien utile!

À Paris, dans le sillage de la Wehrmacht

Au mois d'août 1940, il est à Paris, affecté à la Wehrmacht et aussitôt à la tête d'une importante section de l'état-major d'occupation : celle dite d'administration qui lui permettait d'avoir sous son contrôle les services français vitaux pour l'occupant : police, justice et finance... Il est le plus haut gradé SS officiellement en poste en France (*Brigadeführer*) ; mais il se trouve à l'écart du RSHA et, en fait, privé de contact avec l'organisation SS, sinon avec Himmler... Le voilà assimilé à un général d'administration de la Wehrmacht. Il est chargé de tâches complexes qu'il remplira dans un esprit « *radical-völkisch* » qui l'oppose parfois aux militaires de la Wehrmacht qui veulent exploiter la France occupée « à l'ancienne » et aux simples pillards du type Göring ou Goebbels qui ne s'embarassent ni de traditions ni de principes juridiques, fussent-ils dévoyés. On retrouve là les caractéristiques de « *l'administration de surveillance* ». Chargé aussi de tâches plus consensuelles, par exemple la mise en place des mesures antisémites prises dès août 1940 et, en apparence, placées sous la coupe de Vichy...

Bientôt, à Paris, surgissent pour Best des difficultés consécutives aux premiers attentats (août 1941) et à la répression qui s'ensuivit. Les militaires qui avaient compris que les fusillades massives d'otages qu'ils avaient appliquées jusque-là étaient contre-productives s'opposaient à Berlin et aux autorités policières du Reich qui se méfiaient de « *l'administration de surveillance* ». Les militaires n'oubliaient pas que Best était général de brigade SS et sa présence à Paris devenait gênante. Mais Heydrich se méfiait de Best qui avait été son second... Et l'installation à Paris, en 1942, de Oberg, commandant en chef de la police et de la SS (HSSPF), rendait désormais peu utile la présence de Best en France. Heydrich, qui l'avait écarté du RSHA, ne voulait pas de lui à Berlin. C'est sur le ministre des Affaires étrangères, Ribbentrop, que compte Best pour le tirer de sa position difficile. En vain ! Échec dû à l'intervention de Heydrich. Mais le 4 juin 1942,



WERNER BEST (À DROITE), PLÉNIPOTENTIAIRE DU REICH AU DANEMARK, AVEC LE PREMIER MINISTRE DANOIS ERIK SCAVENIUS EN FÉVRIER 1943.

Heydrich meurt, victime d'un attentat. L'obstacle levé, Best va donc être affecté quand même aux Affaires étrangères et partir pour le Danemark. Ce qui lui conféra un statut diplomatique que, lorsqu'il fallut rendre des comptes, il chercha à utiliser pour échapper aux poursuites d'après-guerre. En vain!

Plénipotentiaire du Reich au Danemark

Alors que les territoires dominés avaient été placés soit sous la tutelle du parti nazi représenté par un *Gauleiter* (Norvège...) soit sous la tutelle quasi pleine et entière de la Wehrmacht (Belgique, France occupée jusqu'en 1942...), le Danemark, exemple unique, avait été placé dans la mouvance du ministère des Affaires étrangères : « *l'administration d'alliance* ». À Cecil von Renthe-Fink fut confiée la charge de mettre en œuvre cette politique. Dignitaires nazis de stricte obédience et troupes d'opération de la Wehrmacht supportaient mal cet état de fait : l'armée danoise était toujours en place et il subsistait plus qu'un semblant de vie démocratique ; même les pratiques électorales ne connaissaient pas d'entraves notables et lors d'un scrutin tenu, le 23 mars 1943, dans les normes démocratiques, le parti social-démocrate put obtenir 45 % des

suffrages ! Le parti nazi local était quasi inexistant... Les juifs étaient épargnés... Le Danemark, ainsi ménagé, se révélait bien utile : sans grandes pressions, avec une présence militaire très réduite, il fournissait au Reich entre 10 et 15 % de ses besoins en produits alimentaires : une politique d'occupation intelligente et efficace!

Mais, des incidents futiles étant intervenus, le plénipotentiaire du Reich en place Cecil von Renthe-Fink fut évincé et le 5 novembre 1942, nouveau plénipotentiaire, Best s'installait à Copenhague et exerça ses fonctions dans l'esprit qui avait prévalu jusque-là.

Cependant au cours de l'été 1943, la situation se compliqua : les services secrets britanniques (SOE, Special Operations Executive) d'une part et le parti communiste danois (clandestin) d'autre part semèrent l'agitation. Il fallut proclamer l'état de siège et priver le gouvernement danois de ses prérogatives au profit de la Wehrmacht. Et donc aux détriments du plénipotentiaire. Best, qui désire se remettre en selle, prend des initiatives qui n'ont plus guère à voir avec les pratiques qui avaient prévalu jusqu'au début des troubles. Il demande, le 8 septembre, qu'une opération soit entreprise contre les francs-maçons et les juifs...

Sauvetage des juifs danois...

Chacun connaît le fiasco de l'opération entreprise, quoiqu'il ait prétendu par la suite, à l'initiative de Best ; grâce à la population danoise et aux autorités suédoises, la quasi-totalité des juifs furent sauvés du génocide. Après la guerre, alors qu'il fallut rendre des comptes, Best, contre toute vraisemblance, s'en attribua le mérite et fut assez habile pour faire admettre très généralement cette légende : il aurait demandé que soit entreprise l'opération contre les juifs planifiée le 8 septembre 1943 pour la faire échouer... L'historien Ulrich Herbert rétablit la vérité : Best, qui avait profité du prolongement de l'état de siège pour lancer plus facilement l'opération antijuive ne peut nullement se prévaloir de ce « mérite ». Le manque d'effectifs policiers allemands (il fallut appeler du renfort en Norvège!), le peu d'entrain de la Wehrmacht pour prêter la main à l'opération contribuèrent à faire échouer une opération voulue par Best et correspondant parfaitement à sa vision du monde.

L'état de siège levé, la résistance danoise se développa et peu à peu fut imposé au Danemark un système d'occupation plus rude. Le cycle terreur/contre-terreur était enclenché. Best, jugeant inefficaces les « *assassinats de compensation* » machinés dans l'ombre par certaines autorités policières allemandes agissant « clandestinement », se dota d'une « *juridiction de la SS et de la police* » pour contrôler lui-même la répression.

Tentative de répression « légale » définitivement vouée à l'échec lorsque Hitler impose, le 30 juillet 1944, le « *décret sur la terreur et le sabotage* » qui, au Danemark comme ailleurs, interdit d'avoir recours à des procédures judiciaires contre les résistants...

1944 : comme d'autres complices de Hitler, Best doute de la victoire. Pour lui, Hitler s'est écarté du véritable « national-socialisme *völkisch* » auquel lui continue à croire. ●●●

Une situation chaotique

Au Danemark comme ailleurs prévalut alors une situation chaotique, parfois aux conséquences tragiques, parfois revêtant un caractère grotesque, par exemple celle désignée comme l'affaire des... bicyclettes! Une affaire qui à l'automne 1944, alors que la survie même de l'Allemagne était en cause, nécessita l'intervention personnelle du Führer : fallait-il ou non confisquer les bicyclettes (le Danemark étant un pays dans lequel la bicyclette était d'usage courant) pour entraver les actions de résistants et munir de moyens de transport les soldats de la Wehrmacht fort démunis? Au risque de paralyser toutes les activités économiques vitales pour le Reich?

On est bien loin des spéculations philosophiques concernant les diverses versions de l'idéologie « *völkisch* »...

Le 5 mai 1945, la libération et l'issue du conflit étant imminentes, Best, dans l'attente de l'arrivée des troupes alliées, s'adressait au ministère toujours en place des Affaires étrangères danois... pour lui demander sa protection!

Le 21 mai, le « diplomate » du défunt III^e Reich est arrêté.

Devant la justice

La France, où, en raison des responsabilités assumées au début de l'occupation il avait connu beaucoup de monde, ne manifesta pas beaucoup d'empres-

sement pour le juger. Trop peu important pour être traduit devant le Tribunal Militaire International de Nuremberg aux côtés des grands dignitaires survivants... C'est à la justice danoise qu'il appartient de le juger. Sans qu'il soit donc tenu compte des activités de Best avant l'épisode danois de sa carrière... Jugement en trois étapes : condamnation à mort dont il était certain qu'elle ne serait pas appliquée ; en appel, cinq ans de prison presque couverts par la détention préventive ; révision en 1950 portant la peine à douze ans... En août 1951, il est libéré. La Guerre froide...

Plus que les péripéties judiciaires elles-mêmes, c'est l'éclairage porté sur Best qui semble intéressant. Tantôt argumentant avec l'habileté d'un juriste de formation, tantôt mentant effrontément, tantôt cédant à des crises larmoyantes de bien réelle dépression, tantôt jouant la folie, l'homme apparaît dans toute sa complexité.

Dans le contexte de la Guerre froide naissante, il parut tout à fait nécessaire d'oublier les crimes commis par le nazisme et d'obtenir l'amnistie pour les criminels condamnés et encore emprisonnés. Best s'employa avec application pour que soient liquidées « *les affaires pénales d'une époque révolue* ». En 1952, alors que se faisait attendre la ratification par le Parlement fédéral des traités avec l'ouest, Best s'engagea sous le mot d'ordre « *Pas de traité général sans amnistie générale* ». Une amnistie générale qui interviendrait même au bénéfice des condamnés pour

crimes particulièrement graves et non seulement, comme le voulaient Adenauer et la quasi-totalité des élus au Parlement, pour le moins gros fretin... Pour les condamnés internés en RFA et pour ceux dans les geôles des vainqueurs!

Best se trouva mêlé aux intrigues néonazies, mais la prospérité revenant, il connut des revers : il ne put ni obtenir sa réintégration parmi le personnel des Affaires étrangères ni même être admis au barreau. Restaient ouvertes les portes des grandes entreprises du privé. À cinquante ans, Best commença une nouvelle et agréable carrière au sein des entreprises Hugo Stinne.

Et il continua à se faire le chantre d'un néonazisme qui concédait seulement que Hitler avait perdu les pédales en 1939. Alors que lui-même prenait - malgré lui! - ses distances avec le RSHA... Et, dans le cadre de ses activités dans les entreprises Stinne, il continua à se faire le mentor des nazis qui tentaient de faire valoir les droits à réparation auxquels ils prétendaient pour avoir été injustement persécutés...

Best était devenu un véritable expert en ce qui concerne les exactions nazies et leurs conséquences juridiques et administratives. Si bien que les historiens traitant de la période eurent recours à lui! Ce qui ne fut pas sans conséquences pour sa réputation...

Pourtant, le 11 mars 1969, Best est arrêté! Il lui est reproché, à l'occasion de l'instruction d'un procès relatif aux crimes commis en Pologne, avant son départ du

RSHA, par les *Einsatzgruppen* d'avoir été un des « *criminels assis derrière leurs bureaux* », sinon le principal criminel... Sous le nom de code Tannenberg, par Best, avaient été mis sur pied les premiers *Einsatzgruppen* qui avaient fait preuve d'une sauvagerie débridée en Pologne puis en URSS. Mais le juge d'instruction berlinois qui avait pris l'initiative de cette incarcération est remplacé... Best est libéré : selon la législation mise en place, il serait simplement complice des crimes. La cour d'appel n'accepte pas. Retour en prison. Levée d'échec : son état dépressif interdit qu'il soit détenu... Retour en prison car la cour d'appel ne baisse pas les bras! Mais le 2 août 1972, il est définitivement libéré en raison de son âge et de son état de santé...

Lorsque le procès des *Einsatzgruppen* a lieu, en octobre 1979, Best a 76 ans. Juridiquement incapable...

Il est mort 10 ans plus tard.

Merci à Ulrich Herbert, professeur à l'Université de Freiburg, pour une étude particulièrement éclairante! Best en est le centre. Mais, plus essentiellement, elle jette une utile lumière bien crue sur les pratiques et les institutions nazies et sur les hommes qui s'agitèrent en une période tragique... Et au-delà!

MAURICE VOUTEY

(1) Ulrich Herbert : *Werner Best, Un nazi de l'ombre*. Traduit de l'allemand par Dominique Viollet. Éditions Tallandier. 2009. 556 pages. 32 euros.